

SYNDICAT INTERCOMMUNAL
POUR L'AMENAGEMENT DE LA ZONE « ILBARRITZ MOURISCOT »

SIEGE : HOTEL DE VILLE DE BIARRITZ (64200)

TELEPHONE : 05.59.41.59.41

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

SÉANCE DU 14 JUIN 2023

Présents : Mme Maider AROSTEGUY (Présidente) – M. Emmanuel ALZURI – M. Marc BERARD - M. Marc CAMPANDEGUI - Mme Anne-Cécile DURAND-PURVIS - M. Mathieu KAYSER - M. Michel LABORDE - M. Brice MORIN

Secrétaire de séance : M. Mathieu KAYSER

Absents ou Excusés : M. Edouard CHAZOILLERES (procuration à Mme AROSTEGUY)

Compte administratif 2022 – Budget Principal

Approbation

Madame AROSTEGUY présente le rapport suivant.

Mes chers collègues,

J'ai l'honneur de présenter le Compte Administratif du Syndicat pour l'année **2022**.

La présentation de ce document a été faite conformément à l'instruction budgétaire et comptable M14.

Je vous propose de vous donner, ci-après, les principaux chiffres, ainsi que le résultat de l'exercice **2022** clôturé le **31 décembre 2022** pour la section d'investissement et le **31 janvier 2023** pour la section de fonctionnement.

Les crédits votés s'élèvent globalement à **6 846 k€** décomposés comme suit :

Crédits votés en k€	Budget primitif	Budget supplémentaire	Total
Fonctionnement	2 254 k€	882 k€	3 136 k€
Investissement	1 353 k€	2 357 k€	3 710 k€
Total	3 607 k€	3 239 k€	6 846 k€

A -L'EXECUTION BUDGETAIRE

Elle se présente comme indiqué dans le tableau ci-après :

Budget principal	Crédits votés	Réalisé	Restes à réaliser
Recettes d'investissement (dont article 1068)	3 710 k€	1 693 k€	
Dépenses d'investissement y compris résultat brut 2021	3 710 k€	2 148 k€	
Solde d'investissement		-455 k€	-267k€
Recettes de fonctionnement	3 137 k€	2 297K€	
Dépenses de fonctionnement	3 137 k€	1 155 k€	
Résultat brut 2022		1 142 k€	
Résultat reporté 2021		875 k€	
Résultat cumulé de fonctionnement		2 017 k€	
Résultat net de clôture		1 562 k€	-267 k€

I – LA SECTION DE FONCTIONNEMENT :**A) LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

Les produits domaniaux et d'exploitation (revenus des locations d'immeubles et emplacements publics) inscrits aux chapitres **70** et **75** s'élèvent à la somme de **140 328.20 €** représentant **6 %** des recettes réelles de fonctionnement.

Il convient de préciser que le reversement de l'excédent du budget annexe au budget principal a été réalisé pour un montant prévu de **100 000.00€**.

Enfin, le produit des contributions directes inscrit au chapitre **73** a atteint la somme de **2 148 854 €** en augmentation de **2.50 %** par rapport à **2021**.

Globalement, les recettes réelles de fonctionnement pour **2022** se sont élevées à **2 290 642 €** en progression de **3.04 %** par rapport à **2021**.

B) LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses d'achats et fournitures d'entretien de bâtiments et équipements publics, plages et espaces verts prévues au **chapitre 011** représentent un montant de **608 921.85 €** soit **55.82 %** des dépenses réelles de fonctionnement, en hausse de **0.73%** par rapport à **2021**.

Parallèlement, les frais de personnel (administration générale, entretien et surveillance des plages, des espaces verts, honoraires des personnels techniques) inscrits au **chapitre 012** se sont élevés à la somme de **98 712.01 €**.

Comparativement, la part des frais de personnel s'élève à **9.05%** des dépenses réelles de fonctionnement.

Par ailleurs, le **chapitre 65** regroupe la subvention de fonctionnement pour l'accueil de loisirs sans hébergement de Mouriscot pour les enfants de 6 à 15 ans originaires de Biarritz et Bidart pour un montant de **305 000.00 €** et les frais de la municipalité pour **24 696.82 €**.

Enfin, le paiement des intérêts y compris des intérêts courus non échus imputés au **chapitre 66** s'est élevé à **53 512.78€** en baisse de **22.24 %** par rapport à **2021** représentant **4.91%** des dépenses réelles de fonctionnement pour **2022**.

Globalement, les dépenses réelles de fonctionnement se sont élevées à **1 090 843.46 €** en **2021** en baisse de **0.72%** par rapport à **2021**.

Enfin, la dotation pour amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles a été valorisée pour **64 262.37 €**.

II- LA SECTION D'INVESTISSEMENT

A) LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

L'opération d'ordre budgétaire pour la dotation pour amortissement des biens corporels et incorporels a été réalisée à hauteur de **64 232.37 €**.

Le F.C.T.V.A. a été comptabilisé à hauteur de **139 822.84 €** et en vue de couvrir le besoin de financement de la section d'investissement constaté au **31/12/2021**, l'excédent de fonctionnement capitalisé s'est élevé à **1 484 976.71 €**.

Par ailleurs, une caution en numéraire a été encaissée pour un montant de **4 000 €**.

Au total, les recettes d'investissement se sont élevées à la somme de **1 693 061.92€** en **2022**.

B) LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses réelles d'investissement se sont élevées à **1 066 766.96 €** en **2022**.

Hormis le remboursement du capital des emprunts pour un montant de **436 533.18 €**, les dépenses d'équipement d'un montant de **630 233.78 €** correspondent au :

- **Chapitre 23 « travaux en cours » :** **630 233.78 €**

Le taux de réalisation des dépenses d'équipement mandatées et reportées sur **2022** s'établit à **29.19 %** par rapport aux prévisions **2022**.

Enfin, le résultat de clôture négatif de **2021** a été repris pour le montant de **1 074 265.15 €**.

B- L'ENDETTEMENT DU SYNDICAT

Compte tenu du recours très limité à l'emprunt jusqu'en **2012**, l'encours du SIAZIM est en diminution constante depuis cette période.

Au **31/12/2022**, celui-ci s'élève à **1 111k€** en baisse de **28.19 %** par rapport à **2021**.

A ce niveau, le ratio encours / population se situe à un niveau très favorable de **23.92 €** au **31/12/2022**.

Parallèlement, la part en intérêts diminue elle aussi puisque le taux moyen d'intérêts est de **3.672 %** en **2022**.

Par ailleurs, compte tenu de l'importance de l'épargne brute enregistrée pour le budget principal, la capacité de remboursement dynamique se situe à un niveau également très favorable de **0.71** année.

L'article L 1612.12 du Code Général des Collectivités Territoriales indique que "l'arrêté des comptes communaux est constitué par le vote du Conseil d'Administration sur le Compte Administratif présenté par le Président ...".

Le Compte Administratif qui vous est présenté est absolument conforme aux écritures du Trésorier Principal, ce qui nous permet d'affirmer sa régularité.

Comme vous le savez, c'est le Conseil d'Administration qui vote le Budget et le Président qui l'exécute.

Mais le Président n'est pas seul à assurer l'exécution du Budget, puisque le Trésorier Principal l'assure en même temps que lui, à travers le contrôle permanent qu'il exerce en visant chaque titre de recettes et chaque mandat de dépenses.

C'est ainsi que l'exécution du Budget se traduit dans deux documents identiques qui sont le Compte Administratif pour le Président et le Compte de Gestion pour le Trésorier Principal. Ces deux documents doivent être en effet rigoureusement conformes l'un à l'autre.

C'est la Chambre Régionale des Comptes qui, depuis 1983 pour les syndicats intercommunaux de notre catégorie, est la juridiction compétente pour donner son approbation au Compte Administratif et au Compte de Gestion sous la forme de "quitus" donné au Trésorier Principal pour la gestion de l'exercice en cause.

Ce Compte Administratif soumis à notre examen ne comporte aucune erreur ou irrégularité parce qu'aussi bien les services financiers du Syndicat, que les Services de la Trésorerie Principale, ayant contrôlé mutuellement leurs écritures, sont d'accord sur tous les chiffres.

Je vais maintenant vous donner lecture de l'article L 2121-14 du C.G.C.T. rédigé ainsi qu'il suit :

"Le Président et à défaut, celui qui le remplace, préside le Conseil d'Administration";

"Dans les séances où le Compte Administratif du Président est débattu, le Conseil d'Administration élit son Président".

"Dans ce cas, le Président peut, même quand il ne serait plus en fonction, assister à la discussion, mais il doit se retirer au moment du vote".

C'est donc en application de l'article L 2121-14 et aussi de l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, puisqu'il s'agit d'une nomination, que nous allons procéder à l'élection du Président de la séance.

Nous vous proposons la candidature de Monsieur LABORDE qui prend la présidence et demande si quelqu'un a des observations à présenter.

Personne n'ayant demandé la parole, Madame la Présidente se retire conformément à la loi.

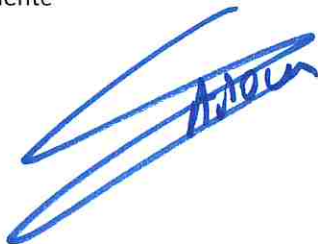
Monsieur LABORDE met alors aux voix le Compte Administratif **2022**.

ADOpte AVEC 6 VOIX POUR

1 ABSTENTION : Brice MORIN

Mme AROSTEGUY ne participe pas au vote.

Fait et délibéré les mêmes, jour, mois et an que dessus et le présent extrait certifié conforme au registre
Biarritz, le 14 juin 2023
La Présidente



Envoyé en préfecture le 29/06/2023

Reçu en préfecture le 29/06/2023

Publié le



ID : 064-256401159-20230614-FIN_2023_06_03-DE